

Ukraine/Au lendemain des accusations russes

Kiev place ses troupes en alerte près de la Crimée

AFP
Kiev/Ukraine

Un brusque regain de tension qui risque de faire dérailler les efforts de résolution pacifique de la crise.

L'UKRAINE a placé hier ses troupes en état d'alerte le long de la ligne de démarcation de la Crimée, à la suite d'un brusque regain de tensions avec la Russie qui a affirmé avoir déjoué des "attentats" fomentés selon elle par Kiev sur la péninsule annexée. Plus de deux ans après le rattachement de ce territoire ukrainien à l'issue d'un référendum jugé illégal par les Occidentaux, les accusations russes ont poussé les deux pays à muscler leurs dispositifs militaires respectifs dans la zone, au risque de faire dérailler les efforts de résolution pacifique de la crise ukrainienne. "J'ai ordonné à toutes les



Photo : AFP

Le président Petro Porochenko (costume, de face) a réuni les représentants des forces armées et ceux du ministère des Affaires étrangères, ordonnant une mise en état d'alerte des unités le long de la frontière.

unités dans les régions situées au niveau de la frontière administrative avec la Crimée et le long de la ligne de front dans le Donbass (est de l'Ukraine) de se mettre en état d'alerte", a annoncé le président ukrainien Petro Porochenko sur Twitter, après une réunion avec des représentants des forces armées et du ministère ukrainien des Affaires étrangères. Le chef d'état-major Viktor

Moujenko a aussitôt annoncé avoir renforcé les troupes dans la zone. Quelques heures plus tôt, c'est Vladimir Poutine, qui après avoir accusé les autorités ukrainiennes d'être "passées à la terreur", réunissait son Conseil de Sécurité, avec les patrons des services de renseignement et une partie du gouvernement. "Des mesures supplémentaires ont été discutées pour assurer la sécurité des ci-

toyens et les infrastructures vitales de Crimée" et notamment des "mesures antiterroristes pour protéger la frontière terrestre", a précisé le Kremlin dans un communiqué. Un responsable de l'Otan a déclaré que l'Alliance suivait "de près et avec inquiétude" la situation.

PROCESSUS DE PAIX EN CAUSE ? • Un haut responsable au sein des services de sécurité a indiqué à l'AFP que l'Ukraine se préparait "à tout", jugeant "possible" une invasion russe. "C'est une escalade, bien sûr", a-t-il estimé. Ces échanges constituent l'une des plus fortes montées de fièvre entre Moscou et Kiev, à couteaux tirés depuis l'arrivée au pouvoir de pro-occidentaux en Ukraine à la place du président prorusse Viktor Ianoukovitch, début 2014. Outre l'annexion de la Crimée, son départ a été suivi d'un conflit avec des séparatistes prorusse dans

l'Est de l'Ukraine, appuyés selon Kiev et les Occidentaux par l'armée russe. Ce conflit a déjà fait plus de 9 500 morts. Mercredi, Vladimir Poutine a prévenu les Occidentaux : dans le contexte actuel, une nouvelle rencontre au format Normandie, c'est-à-dire avec M. Porochenko, le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel, début septembre en marge du G20 en Chine n'avait "aucun sens". C'est par cette médiation qu'avaient été conclus en février 2015 les accords de Minsk, pour un règlement politique du conflit, qui n'ont abouti jusqu'à présent qu'à une baisse d'intensité des combats dans l'Est de l'Ukraine. "La principale question maintenant est de savoir quel est l'avenir du processus de Minsk", s'est interrogé hier le journal indépendant russe Vedomosti. "La Russie va-t-elle y mettre fin ou demander de nouvelles concessions ?"

Zambie/Présidentielle

Vote dans le calme pour un scrutin qui s'annonce serré

AFP
Lusaka/Zambie

Les premiers résultats sont attendus ce soir ou demain.

LES Zambiens ont voté hier dans le calme pour élire leur président, un scrutin à l'issue incertaine où deux hommes, le sortant Edgar Lungu et son principal opposant Hakainde Hichilema, sont favoris après une campagne entachée par plusieurs incidents violents. Neuf candidats sont en lice dans ce scrutin qui devrait se résumer à un remake du duel de la précédente élection entre M. Lungu du Front Patriotique (PF) au pouvoir et M. Hichilema, surnommé HH, un riche homme d'affaires autodidacte qui se présente sous la bannière du Parti uni pour le développement national (UPND). A la clôture des bureaux de vote à 18h00 (17h00 au Gabon), aucun incident majeur n'avait été rapporté. Les longues files d'électeurs observées dans la capitale



Photo : AFP

C'est entre le président sortant Edgar Lungu...



Photo : AFP

... et son principal opposant Hakainde Hichilema que devrait se jouer la Présidentielle d'hier.

Lusaka par un journaliste de l'AFP laissaient présager d'une participation élevée. Près de sept millions de Zambiens étaient appelés à voter. "Je suis content de la participation pour l'instant. Je vais rentrer chez moi et attendre calmement l'annonce des ré-

sultats. Je vous enjoins à faire de même", a déclaré Edgar Lungu, dans un communiqué après avoir voté. "Nous espérons des élections libres et transparentes. Le peuple de Zambie doit prendre une décision très importante aujourd'hui", a indiqué de son côté Hakainde Hichilema, à la sortie de son bureau de vote de Lusaka, ajoutant que le pays connaissait "son pire leadership depuis l'indépendance", en 1964. Les Zambiens votent 18 mois seulement après la dernière présidentielle organisée pour terminer le mandat de Michael Sata, décédé d'une maladie dans l'exercice de ses fonctions en octobre 2014. A l'époque, Edgar Lungu l'avait emporté avec moins de 28 000 voix d'avance sur

M. Hichilema, soit 1,5% d'écart, lors d'une élection à un tour. "Nous devons donner au président Lungu plus de temps car il n'a pas exercé longtemps le pouvoir", plaide Tembo Mabvuto, un comptable de 34 ans, devant un bureau de vote de la capitale. Cette fois, de nouvelles règles constitutionnelles stipulent que si aucun candidat ne dépasse 50% des voix, un second tour devra être organisé. La Zambie votait également hier pour élire ses députés et ses conseillers municipaux, et pour un référendum sur une modification de la Constitution. Les premiers résultats sont attendus entre ce soir et demain.

L'Afrique en bref

- Congo/Procès. Mokoko : audience renvoyée**
Le tribunal de Brazzaville a renvoyé au 16 août l'audience concernant la demande de mise en liberté provisoire du général Jean-Marie Michel Mokoko, détenu depuis mi-juin pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'État", a-t-on appris hier auprès de son avocat.
- Mali/Conflit. Des "pertes en vies humaines" à Kidal**
Les combats déclenchés mardi au Mali entre ex-rebelles et membres d'un groupe armé progouvernemental près de Kidal (extrême nord-est) se poursuivaient mercredi et ont causé des "pertes en vies humaines", a annoncé le gouvernement malien.
- Ouganda/Corruption. Plus de 5 000 fonctionnaires privés de salaires**
Le gouvernement ougandais a privé de salaire plus de 5.500 fonctionnaires "fantômes", soupçonnés d'être payés alors qu'ils ne travaillent pas, a-t-on appris hier auprès du gouvernement, qui a entrepris un programme d'assainissement de la fonction publique.
- Soudan du Sud/Conflit. Le gouvernement ne veut pas de la résolution américaine**



Photo : AFP

Le gouvernement du Soudan du Sud a rejeté mercredi le projet de résolution présenté par les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu visant au déploiement de 4 000 Casques bleus supplémentaires dans le pays, a déclaré à Juba le porte-parole du gouvernement Michael Makuei.

A travers le monde

- Canada/Terrorisme. La police abat un sympathisant de l'EI**
La police fédérale canadienne a tué mercredi soir un sympathisant du groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui projetait d'actionner un engin explosif dans un lieu très fréquenté quelques heures plus tard. L'homme abattu avait prêté allégeance au groupe EI dans une vidéo, a annoncé plus tard la police.
- Chine/Accident. Au moins 21 morts dans l'explosion d'une centrale électrique**
Une explosion hier dans une centrale à charbon du centre de la Chine a fait au moins 21 morts et cinq blessés, a rapporté l'agence Chine nouvelle, citant les autorités locales.

Burundi/Journaliste porté disparu depuis le 22 juillet

RSF veut des preuves de vie

AFP
Nairobi/Kenya

Reporters sans frontières appelle les autorités à tout mettre en œuvre pour retrouver Jean Bigirimana.

L'ORGANISATION Reporters sans frontières (RSF) a réclamé hier aux autorités burundaises des preuves de vie d'un journaliste porté disparu depuis le 22 juillet, date de son arrestation par les services de renseignements (SNR), et appelé le président Pierre Nkurunziza à "tout mettre en œuvre" pour le retrouver. "L'organisation demande des

preuves de vie du journaliste et l'ouverture d'une enquête officielle pour déterminer où il se trouve", a indiqué RSF dans un communiqué hier, au sujet de Jean Bigirimana, collaborateur notamment du journal indépendant Iwacu. "Si une source au SNR a indiqué la semaine passée que le journaliste était encore en vie et détenu à Bujumbura, Reporters sans frontières est contrainte de constater qu'en l'absence de toute preuve de vie de la part des autorités burundaises, cette information semble de plus en plus improbable", a ajouté l'organisation. Fin juillet, RSF avait avancé que le renseignement bu-

rundais reprocherait à M. Bigirimana ses déplacements fréquents vers le Rwanda voisin, avec lequel le Burundi entretient des relations houleuses. Le journaliste avait été arrêté dans la province de Muramvya (centre) à son retour d'une formation en journalisme dispensée au Rwanda, selon RSF. "Nous demandons au président Nkurunziza d'exercer tout simplement son rôle de chef de l'exécutif et de demander des comptes à ses services de renseignements pour que l'on sache où se trouve Jean aujourd'hui", a écrit RSF dans le communiqué. L'organisation de défense de

la liberté de la presse a par ailleurs rapporté que deux cadavres ont été retrouvés au fond d'un ravin dans la province de Muramvya, lors d'une enquête menée par le journal Iwacu et "entravée" dans un premier temps par la police. Il n'a pas été possible de vérifier "si l'un des deux corps était bien celui du journaliste", a souligné RSF, selon laquelle une opération de récupération des cadavres est en cours. Le Burundi figure en 2016 à la 156e place (sur 180) au classement de la liberté de la presse dans le monde établi par RSF. Le pays était pourtant considéré comme l'un des rares États des Grands lacs doté d'une presse libre

et indépendante, avant le début de la crise déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Nkurunziza pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Depuis, la quasi-totalité de la presse indépendante burundaise a été réduite au silence. Craignant la répression, une centaine de journalistes ont fui le pays. "Le Burundi est devenu un pays de non-droit où l'on peut disparaître du jour au lendemain, apparemment sans conséquences", a regretté RSF. "Est-ce cela le projet de société que propose Pierre Nkurunziza à son peuple ?"